DÉCISION SUR LE RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU SECRÉTARIAT DE LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE (ZLECAf)

Le Conseil exécutif,

1. **RAPPELLE** la décision de la Conférence de l'UA/Dec.813(XXXV) de février 2022 et Ext/Assembly/AU/Draft/Dec.2(XVII) de novembre 2022 sur le thème de l'année 2023 « Accélération de la mise en œuvre de la ZLECAf » et **SOULIGNE** le rôle de tous les organes de l'UA, des États membres, du plan stratégique pour assurer une célébration coordonnée du thème de l'année ;
2. **RAPPELLE ÉGALEMENT** le paragraphe 28 de la décision EX.CL/Dec.1126(XXXIX) d'octobre 2021 qui exhorte la Commission « ... à inclure une ligne budgétaire provisoire pour le thème de l'année dans chaque budget annuel », autorise le COREP par le biais de ses sous-comités à approuver un budget supplémentaire pour la mise en œuvre du thème de l'année 2023 ;
3. **PREND NOTE** du rapport et des recommandations du Secrétariat de la ZLECAf sur la mise en œuvre de la ZLECAf et des activités en cours ;
4. **FÉLICITE** le Mozambique d'avoir ratifié l'Accord instituant la ZLECAf par le biais de ses processus législatifs nationaux, et **INVITE** le Mozambique et les Comores à prendre les mesures supplémentaires de déposer leurs instruments de ratification de l'Accord auprès du Président de la Commission de l'Union africaine ;
5. **INVITE** le reste des États non parties, à savoir le Bénin, le Botswana, la Libye, le Liberia, Madagascar, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud, qui n'ont pas encore ratifié l'Accord, à le faire dès que possible et à se qualifier en tant qu'États parties, afin d'accroître la taille du marché et le volume des échanges dans le cadre de la ZLECAf ;
6. **INVITE ÉGALEMENT** à un effort coordonné dans la mise en œuvre de la ZLECAf au niveau national, notamment par le biais du commerce guidé par la ZLECAf, des bureaux nationaux de coordination de la ZLECAf et d'autres projets régionaux et sous-régionaux ;
7. **RECOMMANDE** à la Conférence des chefs d'État et de gouvernement d'adopter les deux protocoles ayant fait l'objet de vérification juridique sur l'investissement et la concurrence ;
8. **DEMANDE** aux Communautés économiques régionales (CER), à la Banque africaine de développement (BAD), à la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et aux autres partenaires coopérants de l'Union africaine de soutenir la mise en œuvre rapide de la ZLECAf au niveau national ;

9. **DEMANDE EN OUTRE** au Secrétariat de la ZLECAf de continuer à assurer le suivi de la mise en œuvre de la ZLECAf et de présenter un rapport d'étape à la quarante-troisième session ordinaire du Conseil exécutif ;
10. **SOUCIEUX** de parvenir à un équilibre entre le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint en ce qui concerne le genre, les régions et les langues, **APPROUVE** la recommandation de nommer un Secrétaire général adjoint pour un contrat à durée déterminée de quatre ans, renouvelable une fois, suivant un recrutement concurrentiel ;
11. **RECOMMANDE** à la Conférence de lancer le thème de l'année 2023 lors de la trente-sixième session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine et **DEMANDE** au champion en la matière de faire rapport à la cinquième réunion de coordination semestrielle.